

Un nouveau modèle pour l'aide aux pays pauvres



Une femme déplie une moustiquaire, à Matam (Sénégal), le 17 mai 2023. JOHN WESSELS/AFP

Julien Bouissou

Le Monde 11.08.2025

Face à l'effondrement de la solidarité internationale, la méthode d'« évaluation aléatoire » est en plein essor dans les projets d'ONG et les politiques publiques

DAKAR - *envoyé spécial*

Ici, pas de grand discours sur les objectifs du développement durable d'ici à 2030 dans le monde, comme ce fut le cas récemment lors de la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement à Séville. Et encore moins de promesses mirobolantes à plusieurs milliards de dollars. A Dakar, dans les salles du Centre africain d'études supérieures en gestion (Cesag), où se tenait du 7 au 10 juillet une université d'été consacrée aux « méthodologies du développement », on s'est intéressé aux expérimentations qui pourraient faire reculer la pauvreté dans le monde.

Parmi la centaine de participants, une chercheuse veut mesurer comment les menstruations influencent la scolarisation des filles dans l'Etat de Benue, au Nigeria. D'autres se demandent si l'envoi par SMS des prix du marché aux agriculteurs pourrait les aider à prendre de meilleures décisions, ou encore si l'intelligence artificielle peut aider les jeunes diplômés d'Afrique du Sud à trouver un emploi. Il y a aussi des responsables d'ONG et des hauts fonctionnaires évaluant un programme destiné à enrayer la chute de la scolarisation des filles, entre le primaire et le collège, à Madagascar.

Quels que soient leurs projets, leurs métiers ou leurs nationalités, tous étaient ici pour apprendre des « méthodes d'évaluation ». Popularisée par les travaux des économistes Esther Duflo, Abhijit Banerjee et Michael Kremer, couronnés par le prix Nobel en 2019, la méthode « d'évaluation aléatoire » est de plus en plus utilisée dans les projets d'ONG ou les politiques publiques. Inspirée des essais cliniques des laboratoires pharmaceutiques, elle consiste à comparer les résultats d'un programme sur une population, par rapport à une autre qui n'en a pas bénéficié, pour en mesurer l'efficacité.

De nouveaux horizons

Exemple : est-il préférable, dans les régions où le paludisme est répandu, de distribuer gratuitement des moustiquaires ou de demander aux bénéficiaires d'en payer une partie pour augmenter leur valeur et, donc, leur utilisation ?

C'est ce qu'avaient voulu comprendre Jessica Cohen et Pascaline Dupas lors d'une expérimentation menée entre 2006 et 2009 au Kenya, où le paludisme, transmis par les moustiques, était responsable du quart de la mortalité

infantile, alors que les moustiquaires imprégnées d'insecticide n'étaient utilisées que par 5 % des enfants et 3 % des femmes enceintes.

Les économistes avaient alors sélectionné de manière aléatoire plusieurs dispensaires dont certains recevaient des moustiquaires à prix subventionné pour les femmes enceintes et d'autres non. En comparant leur utilisation, mois après mois, dans ces différents groupes, elles en avaient conclu que les femmes enceintes qui payaient plus cher ces protections ne les utilisaient pas davantage, et que la distribution gratuite était plus efficace pour lutter contre le paludisme.

« Les essais aléatoires ont révolutionné la médecine au XX^e siècle et ils sont aujourd'hui en train de faire de même dans les politiques publiques, veut croire M^{me} Duflo. Avec une demande d'évaluations qui augmente partout dans le monde, il faut former davantage de chercheurs, de fonctionnaires, et multiplier les partenariats. »

De fait, les disciples de cette méthode sont de plus en plus nombreux. Le laboratoire fondé en 2003 par M^{me} Duflo et M. Banerjee à l'université américaine du Massachusetts Institute of Technology – l'Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) – compte plus de 1 000 économistes affiliés en 2025, contre... 8 en 2004. En vingt ans, plus de 600 millions d'habitants de la planète ont participé aux expérimentations. Un succès qui ouvre de nouveaux horizons alors que l'aide au développement est soumise à d'importantes coupes budgétaires.

Illustration à la Conférence internationale de Séville, qui s'est tenue du 30 juin au 3 juillet, où près de 70 chefs d'Etat et de gouvernement et des milliers d'associations ont assisté, impuissants, à l'effondrement de la solidarité internationale sur fond de crise du multilatéralisme. Donald Trump a supprimé 83 % des financements de l'Usaid, l'agence américaine de développement qui a fermé ses portes le 1^{er} juillet. En France, au Royaume-Uni ou encore aux Pays-Bas, les budgets d'aide au développement ont connu des baisses comprises entre 30 % et 50 %. *« On est, en ce moment, un peu comme le coyote du dessin animé qui se retrouve au-dessus du vide à côté de la falaise », reconnaît M^{me} Duflo.*

Avec la baisse de l'aide américaine, le J-PAL va perdre environ 30 millions de dollars (25,8 millions d'euros) de financement, l'obligeant à abandonner de 15 à 20 expérimentations. Mais la raréfaction des financements incite aussi à utiliser des techniques d'évaluation pour gagner en efficacité. Et répondre ainsi à ceux qui accusent l'aide internationale de maintenir les pays pauvres dans une dépendance à l'égard des donateurs, d'être gaspillée, détournée par les élites politiques des pays pauvres ou d'enrichir les ONG. Des critiques renouvelées le 1^{er} juillet par Marco Rubio. Le secrétaire d'Etat américain a fustigé un *« modèle fondé sur la charité qui a échoué parce que les dirigeants de ces pays en développement sont tombés dans une véritable dépendance »*, et qui a conduit à *« la création, aux frais des contribuables, d'un vaste complexe industriel d'ONG à l'échelle mondiale »*.

Acquérir des savoirs de base

La généralisation des méthodes d'évaluation rend possible un développement d'*« en bas »* qui avance projet par projet avec pour seule boussole le résultat. Lors de l'université d'été de Dakar, Allé Nar Diop, le conseiller du président sénégalais, Bassirou Diomaye Faye, a aussi insisté sur ses vertus politiques : *« L'évaluation peut rétablir la confiance entre l'Etat et la population, car la société demande de la transparence et de la redevabilité. »*

M^{me} Duflo espère qu'un nouveau multilatéralisme sorte de cette crise : *« Un multilatéralisme où chacun a un peu plus une voix au chapitre et où la coopération se caractérise davantage par un partenariat renforcé entre pays du Sud que par une domination financière des uns sur les autres. »* C'est le tournant pris aujourd'hui par le J-PAL, devenu un passeur d'initiatives d'un pays à l'autre.

Illustration avec l'initiative « Teaching at The Right Level » (« enseigner au bon niveau »), née il y a quinze ans en Inde pour aider les enfants à acquérir des savoirs de base en les regroupant par niveaux d'apprentissage, et non par tranches d'âge, a été répliquée dans plus de 20 pays après avoir prouvé son efficacité. *« Chaque pays l'adapte et l'évalue en fonction de son contexte politique et social, et chaque nouvelle évaluation est plus légère car elle s'enrichit des précédentes »,* explique Sarah Kopper, l'une des responsables de J-PAL. *« Montrer qu'un programme est inefficace au Maroc et qu'un autre est efficace au Bénin, c'est une leçon qui peut être importante pour d'autres »,* complète M^{me} Duflo. Les savoirs doivent circuler, les coopérations se multiplier.

Encore faut-il que ces pays disposent d'économistes ou de fonctionnaires formés. J-PAL multiplie les partenariats avec des universités locales, comme l'Ecole nationale supérieure de l'électronique et de ses applications à Abidjan, en Côte d'Ivoire, ou l'université Mohammed-VI Polytechnique, au Maroc. *« Une meilleure expertise locale peut remplacer l'aide au développement, espère Doulo Sow, un jeune économiste sénégalais, assistant de recherche à l'université américaine de Princeton. En investissant dans la recherche, nous dépendons moins des solutions de l'extérieur et nous gagnerons en souveraineté. »* Ces techniques se diffusent aussi dans les administrations. En

Inde, le gouvernement de l'Etat du Tamil Nadu finance désormais les évaluations et les expérimentations de ses programmes. En Egypte, le ministre de la planification héberge depuis 2022 l'« Egypt Impact Lab », en partenariat avec le J-PAL, pour évaluer les politiques publiques.

Grâce à d'importantes levées de fonds auprès de fondations, comme la Fondation Gates (qui contribue au financement du « Monde Afrique »), ou d'Etats, le J-PAL investit dans des expérimentations pour repérer les innovations qui feront les révolutions de demain. La France finance par exemple le Fonds d'innovation pour le développement (FID), créé par M^{me} Duflo en 2021 pour tester et évaluer des projets innovants, comme un chatbot vocal utilisant l'intelligence artificielle qui donne des conseils aux agriculteurs sénégalais, ou l'utilisation de drones pour accélérer la restauration des mangroves au Ghana.

L'évaluation est pourtant un vieux concept. La Banque mondiale en avait fait l'une de ses priorités au tournant des années 2010, dans un monde à peine remis de la crise financière. De nombreux pays, à l'instar de Madagascar, de la Côte d'Ivoire, du Gabon ou du Sénégal, l'avaient alors intégrée dans leur Constitution ou ont voté des lois pour la renforcer. *« Mais elle ne se faisait qu'à la fin, et parce que les bailleurs le demandaient, sans qu'on lui donne beaucoup d'importance, alors qu'elle est maintenant au cœur des politiques »*, estime Edoé Djimitri Agbodjan, le coordinateur en Afrique de Clear FA, une initiative pour améliorer les politiques publiques des pays en développement.

La méthode d'évaluation aléatoire ne fait pas l'unanimité. Elle serait trop coûteuse en raison des vastes et longues enquêtes à mener, jugent des économistes. Les expérimentations seraient aussi spécifiques à un environnement social, économique et politique et difficilement répliquables ailleurs. *« La méthode aléatoire est utile, mais il y en a d'autres qui peuvent être plus appropriées selon les contraintes »*, estime Jean-Claude Pires, directeur du département Evaluation et apprentissage à l'Agence française de développement.

Les obstacles sont nombreux. Allé Nar Diop les a énumérés lors de son discours donné en juillet : pénurie de données fiables et d'experts formés, *« des budgets publics qui consacrent rarement une part significative de leurs ressources à ces activités perçues comme secondaires et non prioritaires »*.

Le conseiller du président sénégalais a livré cette confidence : *« C'est un processus sensible, car certains responsables craignent que les résultats mettent en lumière les échecs ou des contre-performances »* et, *« dans certains cas, les évaluations sont commandées pour répondre à des impératifs de communication »*. Edoé Djimitri Agbodjan se souvient de la réaction des parlementaires à un atelier de formation qu'il animait sur le sujet : *« L'un d'entre eux m'a dit que s'il était membre du parti au pouvoir et qu'il devait évaluer son gouvernement, il ferait le boulot de l'opposition et que cela reviendrait à scier la branche sur laquelle il était assis. »*